

Lipietz, Alain (1989) *Choisir l'audace. Une alternative pour le vingt et unième siècle*. Paris, La Découverte, 156 p.

Jean Hébert

Volume 34, numéro 92, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022108ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022108ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

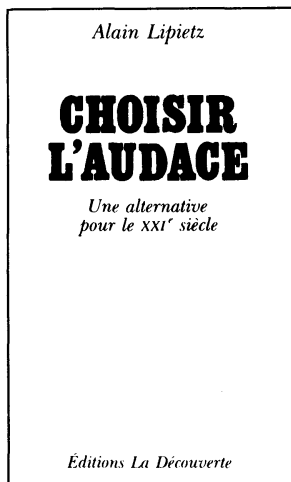
1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hébert, J. (1990). Compte rendu de [Lipietz, Alain (1989) *Choisir l'audace. Une alternative pour le vingt et unième siècle*. Paris, La Découverte, 156 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(92), 221–222. <https://doi.org/10.7202/022108ar>

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES



LIPIETZ, Alain (1989) *Choisir l'audace. Une alternative pour le vingt et unième siècle*. Paris, La Découverte, 156 p.

Choisir l'audace est un titre magnifique, évocateur et tout à fait approprié en cette fin de siècle suintant le désenchantement et le conformisme. Il y a cependant une alternative qui est en gestation et que ne manque pas de nourrir Alain Lipietz avec le présent ouvrage. Depuis quelques décennies déjà et plus particulièrement depuis le début des années 1980, la pertinence d'alternatives aux modèles de développement libéral et marxiste s'est manifestée à mesure que les crises sociale, culturelle, économique et écologique se précisaient et prenaient une facture irréversible. Cette crise globale, structurelle, multiscalaire et transculturelle a mis en lumière un nouveau paradigme en émergence. Une multitude de néologismes et de concepts, accompagnés parfois de tentatives concrètes de se « développer autrement » en s'appuyant sur l'autonomie, la solidarité et le respect de l'environnement, se cristallisent actuellement par le nouveau concept de *développement durable* que saupoudrent tous les discours. La littérature du développement est nourrie depuis quelque temps de contributions originales et importantes cherchant à éteindre cette soif d'action et d'opérationnalisation qui faisait défaut à l'alternative. C'est là tout le défi actuel. Le présent écrit d'Alain Lipietz s'y mesure, tout comme le faisait François Partant avec son dernier ouvrage *La ligne d'horizon ; essai sur l'après-développement* (Paris, La Découverte, 1988, 234 p.).

Avec un souci pédagogique évident et un ton très personnel teinté d'humour, l'auteur nous sert un document traduisant une volonté d'action en réponse à l'essoufflement de la *gauche de la gauche*. Il démontre par la science économique que l'alternative a droit de cité et est viable. Il s'agit d'une *ébauche de clarification des grands enjeux* qui indique et proposera. Il inscrit ce dernier essai en continuité avec un de ses ouvrages précédents, *L'audace ou l'enlisement*.

L'auteur nous démontre d'abord que nous vivons la fin de l'âge d'or du grand compromis fordiste, d'un modèle de développement avec sa vision du progrès et sa conception du bonheur à travers la croissance de la consommation. Ce modèle qui repose sur un trépied — modèles d'organisation du travail, régime d'accumulation, mode de régulation — s'effondre doucement. En d'autres termes, ce *paradigme sociétal*, qui repose sur une conception du progrès technique (technologique), du progrès social (progrès du pouvoir d'achat) et du progrès de l'État (garant de

l'intérêt général), est en crise. Celle-ci se manifeste de tout côté par la baisse de rentabilité du modèle productif fordien, l'internationalisation des marchés et de la production compromettant la régulation nationale, la révolte des producteurs face à l'aliénation au travail, la toute-puissance de la hiérarchie et de l'État, l'aspiration des citoyens à plus d'autonomie et la réticence croissante devant ce qu'il appelle la *solidarité administrative*, c'est-à-dire les multiples technocraties.

Alors, que faut-il faire ? se demande Alain Lipietz. Il nous propose d'inventer un nouveau grand compromis sur les bases des multiples manifestations déjà perceptibles du projet alternatif, « qui ne serait qu'une utopie révolutionnaire de plus (déjà bien utile) s'il ne s'enracinait pas sur des aspirations et des comportements déjà présents dans la réalité ». Cette alternative qui a déjà sa *droite* et sa *gauche* s'exprime dans les mouvements écologiste, féministe et syndicaliste. Il ne faut plus chercher du côté du libéral-productivisme, ce grand virage personnalisé par Thatcher et Reagan, qui nous conduit à ces quatre impasses : 1) une société déchirée, polarisée, « à deux vitesses » où les écarts s'accroissent ; 2) une révolution technologique qui élargit le fossé entre le salarié exécutant et sa propre activité ; 3) le retour de l'instabilité économique, surproduction ou effondrement de la demande, et un grand désordre international où n'existent pas de mécanismes de régulation de la demande ; et 4) la crise écologique, dernière impasse des productivismes (la plus sérieuse) à laquelle l'auteur consacre un chapitre. Ces productivismes qui ne s'imposent aucune limite, mettent maintenant la vie même en danger.

L'heure est donc à l'alternative, nous dit l'auteur, afin de « répondre à l'agenda que nous fixe la crise elle-même », c'est-à-dire la crise du travail, la crise du modèle de consommation, la crise de l'État-providence, la crise des rapports internationaux. Comme éléments de solution à ces quatre crises, Alain Lipietz nous propose, dans l'ordre, un nouveau pacte salarial, la croissance du temps libre, la communauté-providence et un ordre économique international non agressif, en souhaitant que l'Europe (en redéfinition actuellement) devienne le banc d'essai de cette alternative.

Le nouveau pacte salarial propose une plus grande implication des travailleurs pour une participation au contrôle de la mise en place des nouvelles technologies, pour une garantie de l'emploi et une croissance du temps libre. La communauté-providence est un parachèvement de l'État-providence avec la création « d'un tiers-secteur de travaux d'utilité sociale, autogéré, en rapport contractuel avec les usagers, au sein d'une logique de développement local fondée sur le partenariat ». Le nouvel ordre international est fondé sur le multilatéralisme avec une monnaie de crédit internationale, l'abolition de la dette et l'implantation de clauses sociales sur le libre-échange. L'ordre économique international non agressif, c'est en fait des choix locaux de développement privilégiant l'optimum écologique et une agence internationale pour la protection du domaine commun de l'humanité. L'auteur explicite abondamment ces éléments de son modèle de développement alternatif en consacrant à chacun un chapitre.

Cette alternative n'est plus seulement souhaitable, nous dit Alain Lipietz, « elle devient écologiquement indispensable » et « s'avère socialement réalisable ». Ni la hiérarchie, ni les rapports marchands, ni même les rapports entre les sexes ne seraient transformés radicalement, mais ce serait un pas vers le changement. « On exige le changement en haut pour consolider, développer l'acquis des initiatives d'en bas ». C'est une invitation lancée à tous les acteurs sociaux.

Jean HÉBERT
Montréal